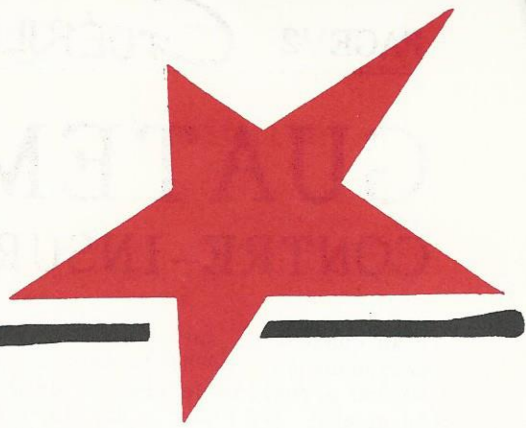
GUÉRILLA



N° 5 Avril 1990 Mensuel 15 F

Guérilla
BP 631-04
75160 PARIS CEDEX 04

Abonnement :
100 F pour un an
Chèque bancaire à
l'ordre de Ph. Godard

Directeur de la
publication :
Ph. Godard
Dépôt légal : 89/0211
ISSN 0998-6774
Imprimeur : EDIT 71
22, rue d'Annam
75020 PARIS
Commission paritaire :
n° 71172



TANT QU'IL Y AURA DES PEUPLES, IL Y AURA DES RÉVOLUTIONS !

Face au désarroi de certains militants révolutionnaires qui n'en reviennent toujours pas des événements de la fin de 1989, notre première tâche est d'en finir avec le confusionnisme.

Non, nous ne pleurons pas sur l'effondrement des pays d'Europe de l'Est. Voilà bien longtemps (depuis leur naissance en 1945...) que ces pays ne sont que des caricatures (sanglantes?). Des caricatures, non pas du communisme, ni même du socialisme, mais des caricatures du système capitaliste : des capitalismes d'Etat. Et ce ne sont bien sûr pas MM. Walesa, Havel et consorts qui vont y changer quoi que ce soit. Là-bas comme ici, la révolution reste à faire.

Après les pays de l'Est, quel sort attend les Cubains dont le révolution est le fruit d'un processus intérieur et pas du partage artificiel de Yalta ? Processus populaire et pas dirigiste. Si l'on en juge par l'offensive médiatique et politique, Fidel Castro n'en a plus pour longtemps. Une pétition publiée à l'échelle internationale par 200 intellectuels, parmi lesquels de nombreux Français, pose clairement les choses : soit Castro s'en va "parce que son régime serait un échec", soit ce sera "l'inévitable bain de sang". Un "journaliste" (= spécialiste du mensonge et de la désinformation), Philippe Chrétien, de France-Inter, va jusqu'à affirmer que les Cubains, dans les ZUP, défèquent dans du papier journal, et qu'ils balancent le tout par les fenêtres, car il n'y aurait plus d'eau, le régime castriste ayant été incapable d'entretenir les remarquables réalisations sociales du très démocrate Batista. Tout cela coule de source : le communisme, c'est la merde...

Même si les Cubains ne sont pas arrivés à ériger une société communiste, il n'empêche que leur île n'a plus rien à voir avec le désastre du mafioso Batista, sous l'autorité duquel La Havane était devenue une ville de jeux et de prostitution, rapportant plus à la mafia américaine que Las Vegas et Atlantic City réunis (estimations du gouvernement US). N'oublions pas que, depuis trente ans, Cuba est soumise à une pression économique et idéologique (l'incessante propagande yankee) qui constitue un obstacle de taille à l'édification du socialisme dans l'île. Certes, Castro a commis des erreurs, mais aujourd'hui, alors que seules l'Albanie et Cuba représentent la continuité, certes bien érodée, d'une tentative populaire de libération, il faut dénoncer l'entreprise de déstabilisation du régime cubain, entreprise de caractère nettement impérialiste.

Car voilà bien la grande nouveauté de 1989 : les "démocraties" occidentales, du simple fait qu'elles sont (?!) des démocraties, s'arrogent le droit, et même le devoir, de renverser les régimes plus ou moins différents. Le devoir d'ingérence devient une arme de la propagande "morale" de l'impérialisme qui cherche ainsi à se justifier, ou plutôt à évacuer la question politique au profit de l'instauration d'un ordre humanitaire prétendument moral.

L'invasion de Panama n'est pas à mettre sur le même plan que l'invasion de Grenade ou que la guerre du Viêt-nam. Les USA voulaient alors mettre fin à des régimes socialistes, tandis qu'avec Noriega, il ne s'agissait que de capturer un narcotrafiquant (c'est en effet l'objectif principal, en tout cas selon le chef d'état-major de l'armée yankee...). Et ce prétendu objectif a pour avantage d'être internationalement consensuel, au contraire de l'anticommunisme. Les droits de l'homme sont ici au service de l'impérialisme, très clairement. Passons sur l'hypocrisie de la motivation officielle des envahisseurs pour souligner que la ligne stratégique fondamentale, elle, n'a pas changé : négation des peuples. A Panama, il y a eu 3000 morts, soit cinq fois plus que lors du prétendu génocide de Ceaucescu...

On parle aussi beaucoup de l'argent de la drogue. Noriega est un salaud ? Non, il n'est qu'un capitaliste qui a compris comment marche ce sytème. L'illégalité est constitutive du système capitaliste, car celui-ci ne peut étaler au grand jour les rentrées d'argent provenant des activités que sa propre morale réprouve en apparence. Ainsi, il est nécessaire, dans le système capitaliste comme dans tout sytème autoritaire, qu'existe une "soupape de décompression" illégale. C'est actuellement le rôle joué par la drogue comme ce fut celui de l'alcool aux USA pendant la prohibition, par exemple. Et il est faux d'affirmer que la drogue cause plus de dégâts que l'alcool : ils sont seulement plus rapides, mais la fonction sociale d'une drogue reste la même, qu'il s'agisse d'alcool, de cocaïne ou d'opium. De même, la prostitution est une activité étroitement liée aux rapports marchands. On ne voit pas comment elle pourrait disparaître dans le cadre du capitalisme. La bourgeoisie ne peut se permettre de recycler le produit de ces activités lucratives de façon ouverte, son système de propagande idéologique étant basé sur l'hypocrisie de sa morale et de son prétendu légalisme, pas plus qu'elle ne peut espérer jouir d'un ordre social pacifié si la drogue, les jeux, la prostitution et l'ensemble des activités illégales disparaissaient. La bourgeoisie ne peut concilier sa morale et sa sinistre réalité que par la médiation d'un système de propagande toujours plus développé et plus mensonger, au fur et à mesure que s'aggravent les contradictions du système. L'opération Noriega, en tout cas son aspect de propagande internationale, visait à nous montrer comment l'Oncle Sam s'occupe de notre santé : il combat la drogue, envoie Noriega en prison et 3000 Panaméens en enfer !

Alors, Noriega un salaud ? Nous répondons clairement : non, un cynique. Les vrais salauds, ce sont les menteurs qui affirment lutter contre la drogue tout en sachant le pouvoir qu'elle leur procure. Les vrais salauds sont les Bushs, les Mitterrands et tous les membres des pègres gouvernementales au pouvoir.

La bourgeoisie a indéniablement marqué des points en 1989. Elle est très avancée sur la voie de la résolution d'une contradiction : celle entre capitalisme libéral et capitalisme d'Etat, entre Est et Ouest. Le libéralisme va l'emporter. Mais de toutes façons, cette contradiction n'aurait jamais pu être un moteur de la libération. Les deux contradictions non résolues sont celles-là qui, seules, ouvriront la perspective du communisme : la contradiction Nord-Sud, et surtout la contradiction entre la bourgeoisie et le prolétariat, entre les riches toujours plus riches et les pauvres toujours plus nombreux. L'année 1989 marque la disparition de la pseudo-contradiction Est-Ouest (ce que nous prévoyions depuis maintenant quelques années, non ?), et indique une restructuration offensive de l'impérialisme. Au Nord, les bourgeoisies s'unissent. Au Sud, la misère s'accroît. (Et dans ce dernier cas, il ne s'agit pas de mots ou de statistiques creuses : on peut constater de visu l'appauvrissement des pays du Sud en y allant, puis en y retournant quelques années plus tard.)

Plus que jamais, comme nous l'écrivions dans le numéro 4, l'uniformisation du Nord est le danger pour tous les exploités. Elle est le signe que la bourgeoisie resserre les rangs face, essentiellement, au prolétariat en lutte du Sud. Mais la bourgeoisie n'a pas encore trouvé la recette miracle : faire purement et simplement disparaître les peuples.

Et, tant qu'il y aura des peuples, il y aura des révolutions !

Guérilla

GUATEMALA : CONTRE-INSURRECTION ET RÉSISTANCE

Au Guatemala, sur 8 millions d'habitants, un million de personnes ont été déplacées. On y compte 30 000 veuves et 80 000 orphelins de père et de mère. Et on ne peut évaluer le nombre des morts de la sale guerre des militaires guatémaltèques, guerre qu'ils mènent avec la bénédiction de la bourgeoisie locale, des Etats-Unis et des médias-internationaux-à-la-bonne-conscience. Guerre contre les "Indiens" qui, dans leur immense majorité, sont des paysans qui louent leurs services comme peones lors des récoltes de cultures d'exportation, afin de rembourser leurs dettes...

Au Guatemala, il y a toujours de nombreux "disparus" (récemment, plusieurs leaders étudiants), et l'on ne retrouve jamais les auteurs des assassinats... Cela n'a pas empêché le Guatemala de ratifier, en décembre 1989, une convention de l'ONU contre la torture. Une boutade tragique affirme là-bas que c'est juste et logique vu qu'au Guatemala, il n'y a pas de torture... seulement des disparitions et des assassinats. On estime le nombre de disparitions politiques à près de 3000 par an.

"Indiens" et ladinos

Le gouvernement guatémaltèque a mis sur pied des plans de contre-insurrection depuis maintenant plus de dix ans. Ils ont porté essentiellement sur les zones rurales du pays, celles où vivent les "Indiens", peuples pacifiques pour lesquels la culture du maïs est fondamentale, non seulement sur le plan de la nourriture, mais aussi au niveau de la cohésion sociale et de la tradition culturelle.

Face à cette société "indienne", les ladinos (les métis) constituent la bourgeoisie locale, complètement obnubilée par le "modèle" de l'american way of life : la "ladinisation" qu'ils cherchent à imposer aux "Indiens" correspond en fait à une déculturation par l'imitation du "modèle" que seraient les USA, et surtout à une exploitation toujours plus poussée, comme on va le voir.

L'exemple du peuple ixil

La situation du peuple ixil (prononcer "ichil") est particulièrement révélatrice. Les Ixil vivent dans le nord du département du Quiché, à environ 250 km par la route de la capitale, Ciudad Guatemala (voir carte). Les Ixil comptent parmi les premiers groupes à s'être organisés et à s'être armés. La politique de contre-insurrection suivie contre eux par l'armée guatémaltèque a été résumée dès 1982 dans la Revista militar. Les rapports des services de renseignement militaires y préconisent "la ladinisation de la population ixil, de telle sorte qu'elle disparaisse comme sous-groupe culturel... Par ladinisation, il faut entendre le parler espagnol, la suppression du costume typique et des signes extérieurs de différenciation du groupe. Sans leurs signes caractéristiques de différenciation, les Ixil finissent par ne plus penser comme tels et par accepter les notions abstraites de nationalisme, de patrie, etc."

Situation du pays ixil



Mais pour écraser la "subversion" qui se développait dans le pays ixil sous forme de guérilla, l'armée a encerclé une zone, intitulée "Triangle ixil", à l'intérieur de laquelle elle a perpétré de véritables massacres, dont les plus médiatisés ont été ceux de 1982 (200 paysans revenant du marché avec leurs femmes et leurs enfants décapités à la machette, ou 182 habitants d'un hameau brûlés vifs dans une chapelle). Mais, depuis, le silence médiatique s'est abattu sur le pays ixil. Pourtant, la situation reste tout aussi tendue.

Le nombre de veuves et d'orphelins suite aux opérations de "pacification" menées par l'armée est très élevé. Par exemple, 3000 morts sur 15 000 habitants dans le district de Chajul. Des villages ont été rasés puis reconstruits selon des critères d'efficacité du contrôle social. Des milliers de personnes ont été déplacées, d'autres ont fui et vivent encore dans la montagne, poursuivant la lutte. Et la guérilla est toujours aussi active, démontrant la force de la résistance des Ixil à la tentative de les détruire en tant que peuple.

Des "villages modèles"...

Les personnes déplacées ont été "relogées" dans des "villages modèles" dont la structure est fort simple : des rues croisent à angle droit des "avenues", exactement comme aux Etats-Unis. Sauf qu'ici cela ne correspond absolument pas aux habitudes de la population. D'ailleurs, le changement étant complet, les villages ont parfois été rebaptisés. Ainsi, Actzumbal s'appelle désormais La Pista. Le "village modèle" de Tzalbal, dont une partie de la population d'origine a été massacrée au début des années 80, fut construit en 1984 selon ce plan carré à l'américaine. Sur une colline juste en face du village s'est installé le détachement militaire, qui dispose là, comme dans presque tous les "villages modèles", d'une zone d'atterrissage pour hélicoptères. Les militaires peuvent, sans se déplacer, surveiller les activités des villageois puisque les rues ont été tracées dans l'axe de leur cantonnement. D'ailleurs, la population du village est extrêmement craintive, on peut même dire traumatisée, contrairement à celle des villages traditionnels qui est très accueillante. De plus, des civils indigènes armés coopérant avec les militaires patrouillent sans cesse et assurent ce qu'ils appellent la "défense civile".



A Tzalbal comme dans tout le pays ixil, les femmes tissent de merveilleux huipiles (chemises) et les garçons tricotent au crochet de petits sacs. Mais à Tzalbal, les habitants refusent tous de vendre quoi que ce soit à un étranger. Les militaires le leur ont interdit depuis la fondation du "village modèle". En revanche, ils leur "achètent" leur production, soit contre des aliments ou des matières premières nécessaires à l'agriculture, soit contre du fil pour tisser. Leur but est ainsi de rendre la population dépendante de l'armée (principe "aliment contre travail"), donc facilement contrôlable, et de la soustraire à l'influence de la guérilla. La population de Tzalbal, comme celle des autres "villages modèles", se retrouve assignée à résidence de fait, et en plus, les femmes et les garçons sont astreints à un travail au profit des militaires. Reste à savoir ce que ceux-ci font des huipiles, tissus et sacs produits par la population. Il est possible qu'ils les revendent aux touristes par l'intermédiaire des structures guatémaltèques de promotion du tourisme, mais ce n'est qu'une hypothèse.

On constate en tout cas une réorientation de la politique anticulturelle des militaires. En 1982, il s'agissait d'interdire aux Ixil de porter leurs costumes. Aujourd'hui, il s'agit de contrôler leur travail, y compris le tissage des costumes. C'est bien sûr la résistance des Ixil au programme d'acculturation des militaires qui leur a permis de l'infléchir, mais la situation actuelle reste très dure : les "villages modèles" sont de véritables camps de travail forcé.

Suite page 3 colonne 2

COMBATTRE LE RÉGIME FASCISTE ISLAMISTE

Azita Monachipour et Djaber Kalibi ont été arrêtés après les attentats meurtriers de septembre 1986. Iraniens et communistes, ils étaient les boucs émissaires idéaux pour l'Etat français, soucieux de donner des gages au régime fasciste-islamiste des mollahs. Mais la "piste communiste" montée par la DST s'est très vite dégonflée. Et Djaber Kalibi affirme d'ailleurs, avec raison selon nous, que "les attentats de 1986 à Paris n'étaient que des actes fascistes".

Le pouvoir trouvera quand même à condamner les deux militants communistes à quatre ans de prison pour détention d'explosifs... mais aussi à cinq ans d'interdiction de séjour dans 32 départements.

Libéré le 2 décembre 1989, Djaber Kalibi a été convoqué dès le 5 décembre par la commission d'expulsion, et le 22, on lui a notifié un arrêt d'assignation à résidence en Lozère. Il n'a pas obtempéré et, le 25 janvier, il est arrêté à Rouen le jour même où Anis Naccache cesse sa grève de la faim et où un émissaire iranien est justement présent à Paris ! Relâché, il a été jugé le 7 février et la décision de relaxe a été connue le 17.

Mais son sort n'est pas pour autant réglé puisque Djaber Kalibi est à nouveau convoqué au palais de justice de Paris.

D'ailleurs, le pouvoir n'a pas l'intention de baisser les bras et, le 19 février, le ministère de l'Intérieur a refusé de recevoir une délégation composée de G. Perrault, D. Langlois et J. Gaillot, alors que rendez-vous avait été pris. Les membres de la délégation affirment que "cette attitude (leur) apparaît stupéfiante dans un pays démocratique présidé par un homme qui rappelle sans cesse les vertus du dialogue et exalte la défense des droits de l'homme". Pour notre part, cela nous semble dans l'ordre des choses, les droits de l'homme ne pouvant que se cantonner dans les limites des intérêts, donc du droit, bourgeois.

C'est la nature du pouvoir qui éclate ici au grand jour : pouvoir de classe qui ne s'encombre pas de morale, même bourgeoise, dès lors que ses intérêts économiques sont en jeu (voir Guérilla n°4, Contre les droits de l'homme).

La République islamique a massacré l'an dernier 12 000 opposants dans ses prisons. Etre en bonnes relations économiques, politiques et militaires avec un tel Etat est, nous n'en doutons pas, une priorité pour la France dont l'histoire récente est émaillée d'actes glorieux.

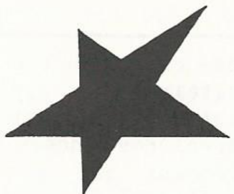
Ainsi, un des paras de Massu, le colonel Antoine Argoud, a déclaré (lors de Continentales, sur FR3, le 16

février) : "Moi, j'ai torturé. J'ai fait torturer environ 1500 Arabes, mais je donnais comme consigne à mes officiers de renseignement que l'intégrité morale et physique de l'individu ne soit absolument pas touchée." Sans commentaires.

A travers le cas d'Azita Monachipour, libérée le 27 février, et de Djaber Kalibi, c'est la nature des rapports impérialistes qui apparaît. L'anti-impérialisme ne peut consister uniquement dans le soutien aux luttes de libération. Il est tout aussi nécessaire d'empêcher que des militants communistes soient extradés, ou même expulsés.

Le combat contre le régime fasciste-islamiste en Iran passe par la dénonciation de la nature des Etats capitalistes qui, telle la France, entretiennent des relations avec l'Iran. Cette nature profonde est de servir à n'importe quel prix les intérêts des capitalistes. Les Français, pour exporter leurs Mirages, leurs vedettes et leurs missiles, n'hésiteront pas plus à bafouer leur propre morale bourgeoise et à extrader des opposants vers leur pays d'origine qu'ils n'ont hésité, à Paris le 17 octobre 1961, à faire tirer dans une manifestation pacifique du FLN, causant ainsi 400 morts. Pas plus qu'ils n'ont hésité à torturer dans les villas d'Alger.

Afin de connaître les positions politiques d'Azita Monachipour et de Djaber Kalibi, militants du Nouveau mouvement communiste iranien, lire le n° 3-4 de Correspondances révolutionnaires :
BP 1310
1000 Bruxelles 1 (Belgique)
CCP : 000-1291052-79



A lire...

** "Paroles directes. Légitimité, révolte, révolution : autour d'Action Directe" paraîtra vers le milieu du mois. Les commandes sont à adresser à la BP du journal, accompagnées de 100 F par exemplaire.*

** Dans le numéro de décembre 1989 d'"Interrogations pour la communauté humaine", une "Petite analyse de la différence... ou le féminisme et pourquoi s'en débarrasser" mérite la lecture.*
Interrogations c/o I.S.
BP 243
7564 Paris Cedex 12

** DIAL, diffusion de l'information sur l'Amérique Latine, se trouve désormais :*
43ter, rue de la Glacière
75013 Paris
Tél. 43.36.93.13

** "Contre" (voir article) :*
c/o Octobre
BP 781
75124 Paris Cedex 03

** "Partisan"*
OCML Voie Prolétarienne
BP 95
93803 Epinay-sur-Seine Cedex

Casser la structure sociale

La structure sociale de la population s'est trouvée complètement bouleversée en moins de dix ans : des veuves nombreuses, des orphelins, moins de paysans, une population traditionnellement très dispersée qui se retrouve concentrée en quelques "villages modèles" ou installée en ville, sans compter les militaires qui patrouillent dans les villes et qui sortent le grand jeu de l'intimidation et de la terreur (hélicoptères, avions, camions, Jeep) lors des visites des personnages importants de l'Etat...

Le bouleversement et la destruction de l'ancienne structure sociale sont ici très clairement utilisés comme une arme contre-insurrectionnelle au service de la bourgeoisie ladina contre le peuple ixil. Face à une structure sociale qui était en soi rebelle à l'ordre centralisé, la stratégie utilisée a été un plan de déplacement et de concentration des populations, massacres et humiliations de toutes sortes, plan concocté par des experts en contre-insurrection qui rappelle curieusement les méthodes yankees au Viêt-nam ou celle de la France en Algérie, en Afrique Noire ou... de nos jours avec les Tziganes !

Type de propagande militaire distribuée lors d'un marché dans le pays ixil.



"Le délinquant terroriste est ton ennemi" (EGP est le sigle de l'Ejercito Guerillero de los Pobres, Armée Guérillera des Pauvres).



"Le soldat est ton ami" (CVDC est le sigle des Comités de Défense Civile).

L'économie dans un "village modèle" fonctionne selon la directive "aliment contre travail". Mais l'économie n'est pas le seul facteur d'intégration forcée. Le rôle joué par l'urbanisme dans l'efficacité de ce contrôle social est remarquable. La structure à angle droit des rues, la délimitation des parcelles par des barrières (inconnues auparavant en pays ixil), les maisons toutes semblables (en planches avec toit en tôle) et très proches les unes des autres, toutes caractéristiques inconnues des villages ixil traditionnels, rendent les "villages modèles" comparables à des camps de travail surveillé. Certains villages ont été un peu mieux pourvus en équipements divers et ont servi d'instruments de propagande. Les journalistes occidentaux y ont été baladés et nous ont servi des "informations" erronées. Car dans leur immense majorité, ces agglomérations sont des camps de travail plutôt que des villages.

L'urbanisme, c'est-à-dire la conception planifiée en vue d'une efficacité sociale et productive, isole les individus ou les familles, casse les possibilités de communication, et nous enferme tous, des "villageois modèles" guatémaltèques aux habitants des banlieues des grandes villes occidentales, dans des quartiers d'isolement au caractère concentrationnaire. L'axe de cette politique "urbanisante" est la rentabilité et le profit économiques, étant entendu que ceux-ci atteignent leurs meilleurs niveaux lorsque la contestation est muselée, voire inexistante. L'urbanisme totalitaire permet de concilier les deux : contrôle social et productivisme capitaliste.

Le rôle de l'aide humanitaire

Le pays ixil ayant été particulièrement touché par les massacres perpétrés par l'armée guatémaltèque au début des années 1980, il "profite" actuellement d'un certain investissement de l'aide humanitaire extérieure. Le but de celle-ci est, a priori, d'aider les Ixil. Mais, en fait, elle ne les aide qu'à supporter cette situation, qui perdure. Ainsi, de nombreux "gringos" participent à des micro-projets de culture du maïs ou de légumes, mais les terres sur lesquelles se déroulent ces modestes programmes restent la propriété de quelques individus, qui ne les louent le plus souvent que pour une seule année. Au bout de ce temps, ils récupèrent leur terrain pour leur propre compte, d'autant que la terre a été travaillée et mise en valeur, souvent après plusieurs années d'abandon. Les participants à l'aide humanitaire ne remettent jamais en cause la structure latifundiaire locale. De même, certains étrangers viennent participer à des programmes de reforestation, car les Ixil, comme à peu près partout dans les pays du Sud, coupent trop de bois pour cuisiner et se chauffer. Mais ce phénomène ne devient tragique que parce que le programme militaire dit de "Paix et de développement du Triangle ixil", en regroupant la population dans les centres urbains, a entraîné la déforestation rapide des zones proches des agglomérations. Les paysans ne vont pas aller couper le bois à 50 km de chez eux, bien sûr ! Là encore, l'aide humanitaire, en refusant de comprendre les causes des problèmes, et ces causes sont nettement politiques, ne peut servir que d'alliée au système en place, tout en soulageant la misère des autochtones d'une façon toute chrétienne.

(Notons cependant pour être tout à fait complets que cette conception de l'aide humanitaire ne semble pas du tout partagée par les militants locaux des droits de l'homme. Pour eux, dans la mesure où il a été possible de les rencontrer, le premier droit de l'homme est de manger. Les militants latino-américains des droits de l'homme critiquent ouvertement la conception eurocentrique desdits droits, qui prétend s'opposer à la torture ou à l'extrême misère par des pratiques spectaculaires inefficaces, ou plutôt efficaces du seul point de vue spectaculaire. Cela dit, ils ne remettent pas en cause la notion même de droit, notion bourgeoise par excellence.)

Le Guatemala est actuellement gouverné par des civils, et des élections vont avoir lieu prochainement. Les militaires ont d'ores et déjà annoncé qu'ils respecteraient le "processus démocratique" et qu'ils n'interviendraient pas, quel que soit le verdict des urnes. Proclamer sa neutralité est évidemment une façon pour l'armée de rappeler qu'elle est bel et bien présente... Notons en passant que les militaires n'ont, dans des pays comme le Guatemala et le Honduras, pas le droit de vote et que certains milieux politiques et militaires commencent à se demander s'il ne faut pas renoncer à cette pratique locale.

Une des raisons de l'apparente discrétion des militaires en cette période pré-électorale provient peut-être de leur incapacité à contrôler le territoire national et à "assurer la sécurité" des citoyens. Depuis le début de cette année, les guérilleros ont plusieurs fois tenu en échec l'armée. Ils ont pu organiser des réunions dans des villages proches de la principale route du pays, la Panaméricaine, en rassemblant tous les habitants sur la place centrale sans être inquiétés, démontrant ainsi leur force. Presque à chaque fois, les guérilleros sont repartis sans aucun problème. Début janvier, ils ont même investi pendant quatre heures un village situé sur la Panaméricaine et sont partis à pied... par la route !

La guérilla est devenue le problème central pour les politiciens guatémaltèques qui accusent le gouvernement d'incapacité. Des députés vont même jusqu'à accuser l'actuel président, Vinicio Cerezo, de faire le jeu de la guérilla. La bourgeoisie n'a donc pas clairement déterminé sa stratégie. L'armée lui sert de va-tout. C'est la longue et douloureuse histoire de l'Amérique Latine qui continue de se jouer sous nos yeux. Pour combien de temps encore ?

Hasta la victoria ! Siempre !

Philippe Godard



(Dessins de Banegas, caricaturiste du Honduras.)

CONJURER LES IMBÉCILES...

Lorsqu'en 1985 l'opération "Band Aid" en faveur de l'Ethiopie battait son plein, nous fûmes nombreux à nous découvrir voyeurs de la misère, de la famine, VRP de la mort, agitant pour sparadrap un morceau de drapeau pour les plaies sans fond du tiers monde. La guerre a ses volontaires. La charité aussi. Je n'en étais pas.

Célébrant avec aplomb la générosité de l'Occident, "Band Aid" combinait charité chrétienne et rock et - dans la plus pure tradition baba - entraînait une jeunesse soudain réputée pure et apolitique. Ce refrain-là nous venait d'Angleterre, la plus conservatrice des anciennes puissances coloniales, celle où les pauvres font si peur qu'une main de fer s'est abattue sur eux.

"Nous sommes le monde..., ceux qui rendront le jour plus clair... Nous ne pouvons continuer à prétendre jour après jour que bientôt quelqu'un, quelque part changera les choses." De la manière la plus naïve du monde, la charité façon rocker trouvait les mots du racket : le "nous" de l'Occident, sa vocation "messianique" et l'abandon de l'utopie. Mais... chacun chez soi. Il était bien question de montrer les Ethiopiens affamés, mais surtout pas des chanteurs noirs qui évoquaient une culture métissée et plus globalement le phénomène de l'immigration.

"Je n'ai fait que mettre la famine à la mode", déclarait Bob Geldof, comme s'il s'agissait d'un gadget. Et il n'avait pas tort. La famine, le tiers monde étaient bien devenus un créneau politique pour les organisations dites anti-tiers-mondistes (Médecins Sans Frontières, Médecins du monde, etc.) qui nous avaient inventé ce nouvel usage des droits de l'homme. Sous prétexte de tiers monde (comme d'un monde séparé, un monde à part, un monde maudit), on allait nous faire avaler un "super" libéralisme reaganien, un droit d'ingérence dans ces pays, la nécessité d'"exporter nos valeurs", un universalisme à la pointure de l'Occident. Et avec une bonne conscience paternaliste parce que l'Occident <u>veut le bien-être du tiers monde</u> (la preuve : le Fonds Monétaire International s'en occupe).

Nous étions sans doute nombreux, disais-je, à ressentir une gêne, l'indécence du spectacle. Mais à le prendre en plein cœur ? Comme signifiant la mort de la politique, non pas celle des organisateurs de l'esclavage, non pas celle des gestionnaires de tout poil mais d'une idée plus noble : changer le monde, "changer la vie" comme avait dit la gauche française. Mais qu'est-ce que la vie pour Seguela ?

Je n'étais alors ni spécialiste du tiers monde, ni particulièrement friande du monde caritatif. Mais la charité n'est pas seulement une question abstraite. C'est un rapport concret. Le môme éthiopien est aussi concret pour moi que ces pauvres qu'on nous dit "nouveaux". C'est pourquoi Rony Brauman (dirigeant de Médecins Sans Frontières), me découvrant inclassable politiquement et inconnue des services humanitaires, me reprochait d'"en faire une affaire personnelle" et d'être "pleine de haine".

Je le revendique. C'est une affaire personnelle qui m'oppose à des hommes, à des politiques avec lesquels je n'ai jamais rien eu à faire. La charité est un rapport social où l'on donne d'une main pour mieux nier l'autre. Ce rapport est devenu une idéologie, une pensée, une réponse "politique" au sous-développement et à la pauvreté offerte par ceux-là mêmes qui l'organisent. Elle sert à cautionner les hommes politiques et l'Etat parce que leur politique s'est délégitimée. Elle alimente le néo-colonialisme sous prétexte de "devoir d'ingérence humanitaire". Puisque la politique n'a plus rien à proposer, tout se fait au nom de la morale.

Ainsi la charité dans sa version actuelle n'est pas seulement néo-chrétienne. Elle permet de moraliser la servitude, elle invente une forme hybride de la politique : le machiavélisme humanitaire. Séparant le tiers monde de l'immigration, elle prétend soigner les plaies là-bas et cautionner l'expulsion des immigrés puisque nous ne saurions "accueillir toute la misère du monde". De dispositif anti-communiste en outil idéologique du nouvel occidentalisme, l'humanitarisme a participé à toute la pensée réactionnaire des vingt dernières années, y compris celle de l'extrême droite. Paradoxe suprême, c'est arc-bouté sur le pseudo-universalisme des droits de l'homme que cet humanitarisme-là a alimenté la pensée sécuritaire et offert à l'extrême droite le monopole de la "radicalité" politique.

L'offensive anti-tiers-mondiste (Médecins Sans Frontières) avait pour objectif de liquider les organisations tiers-mondistes et les mouvements qui s'inspirèrent de l'anticolonialisme. Au même moment, l'Eglise chassait du marxiste dans ses rangs. Il paraît qu'alors, l'Homme était de retour. Lorsqu'on constate la convergence de mouvements et d'idéologies, ce n'est pas pour crier au complot. Tout au plus faut-il saluer cette capacité digestive qui a permis de transformer cette charité en ministères. Et le devoir d'ingérence en intervention américaine à Panama au nom d'une "morale" antidrogue.

Derrière le matraquage hebdomadaire d'opérations humanitaires où le ridicule l'emporte souvent sur la bonne foi se profile un désenchantement. Non seulement les véritables objectifs et les résultats sont le plus souvent inavouables, mais l'humanitaire est un ersatz. C'est le triomphe des dames patronnesses. Côté chefs, une bonne affaire politique. Côté public, la bonne conscience pour toute conscience, le prix de l'oubli. Bernard Kouchner n'est pas un tyran, juste un petit chef démagogue. La République n'est pas en danger. Au contraire, elle est tout près de ses racines et se ressource à l'occidentalisme.

Alors pourquoi tant de haine ? Parce que si les convergences ne sont pas le fruit d'un complot mais bel et bien la rencontre d'idées, d'ambitions personnelles et de nécessités politiques, elles finissent en conjuration. Conjurer la misère, conjurer le tiers monde sacrifié sur le même autel que ce qu'on appelait le communisme, au nom de l'Occident réunifié et triomphant.

Tant de haine... Il aura fallu cette conjuration d'imbéciles bien-pensants, sûrs du droit (le leur) et nantis d'une morale au rabais pour que la question soit posée. Qui en effet pourrait ne pas se satisfaire de cet univers concentrationnaire fait au deux tiers de ces hommes dont nous avons plein la bouche, avec un grand H il est vrai.

Fabienne Messica

Fabienne Messica est l'auteur d'un livre dont nous recommandons la lecture : <u>Les bonnes affaires de la charité</u> (Plon, 1989). L'analyse du rôle des organisations humanitaires dans la société capitaliste occidentale y est, selon nous, percutante et juste.

RÉPONSE A "CONTRE"

Le journal <u>Contre</u> a publié, dans son dernier numéro, daté de 1989, un article très instructif : "De la misère en milieu révolutionnaire". Nous y avons répondu par la lettre suivante :

Camarades,

Votre article "De la misère en milieu révolutionnaire" a au moins un mérite, et même d'autres encore : vous y amorcez une critique, et, parfois, une autocritique, sans concession. Cela non seulement ne nous laisse pas indifférents mais suscite notre enthousiasme de principe. (...)

L'utilisation et l'instrumentalisation dont vous vous faites fort justement l'écho relèvent certes de la tactique. Mais il faut dire surtout que cela relève de l'<u>opportunisme</u>. On ne va pas ici en rajouter sur tous les cas d'opportunisme que nous aussi avons pu noter dans le "mouvement". La liste en serait trop longue et trop affligeante. Mais ce ne peut être, comme vous le dites à la fin de votre article, sur la base de l'expérience des squatts, des interventions musicales créatives et de la bataille pour la satisfaction de nos besoins, que nous pourrons développer une pratique politique révolutionnaire qui rompe enfin avec l'opportunisme. Parce que le <u>premier objectif</u> est justement de <u>sortir de cette logique parcellisante</u> qui découpe la réalité en tronçons : logement/culture/besoins/prison/antinucléaire..., saucissonnage qui est justement <u>le fondement de tout opportunisme</u>.

D'ailleurs, vous-mêmes, dans un article de ce numéro 5/6 de <u>Contre</u>, article qui reste pour nous assez confus, vous semblez affirmer que la coordination de soutien à la grève de la faim d'Action Directe était une entreprise avec laquelle nous ne pouviez vous sentir en accord, alors que justement cette coordination, du moins à partir du 8 juillet, date de son vrai démarrage, a travaillé au-delà des sectarismes et a tenté (et selon nous, elle y a en partie réussi) de tenir un discours global, ne s'apitoyant pas sur 4 camarades mais les considérant comme des révolutionnaires en lutte <u>parmi d'autres</u>.

Or, vous dites qu'il faut travailler à une redéfinition des concepts (encore ! lesquels ? pourquoi ? ne sont-ils pas clairs ?), construire des réseaux (d'accord : justement, la coordination dont nous venons de parler allait dans ce sens, même s'il s'avère aujourd'hui que c'est un échec de plus dans cette voie), mettre en place des niveaux de confrontation et de coopération (c'est ce que nous avons tenté de faire à travers le bilan que nous avons tiré de la coordination). Nous sommes bien d'accord là-dessus avec vous, en théorie. Parce qu'en pratique, ce qu'il faut, c'est redéfinir, construire et confronter <u>un programme</u>, <u>une ligne</u>, quelque chose de précis, et pas un conglomérat d'initiatives plus ou moins intéressantes sur des créneaux plus ou moins porteurs, pour reprendre un langage de publicitaire qui s'applique tout à fait ici, s'agissant de boutiques "politiques". Ainsi, le rock dit alternatif et la prison ont été, ces dernières années, des créneaux en vogue. Est-ce que pour autant les réseaux qui se sont tissés entre ces deux terrains ont amené un saut qualitatif ?

Une chose est très révélatrice dans votre article : vous n'attaquez aucune organisation politique. Nous appelons organisation politique tout groupe ayant une ligne précise. En effet, en dehors des groupes dont vous parlez (Scalp, Cash, CPR, APAD, Courant Alternatif, Pékins de tous les pays, Noir et Rouge), il existe des organisations révolutionnaires dont vous ne parlez pas. Ainsi, ni l'OCL, ni le PCOF (<u>La Forge</u>), ni Voie Prolétarienne (<u>Partisan</u>) ne sont sur la sellette. Or, ces organisations ont toutes, à un moment ou à un autre, des contacts avec les groupes dont vous faites la critique et avec vous-mêmes. L'on attendrait, de la part de ces organisations politiques, une critique des groupes dont vous parlez...

En ce qui nous concerne, nous avons, dans les quatre premiers numéros de <u>Guérilla</u>, proposé des outils de réflexion, et ce souvent d'une façon provocatrice. Nous pensons que si la redéfinition des terminologies et des concepts que vous souhaitez a en effet un intérêt, il ne faut surtout pas nous y engluer. Les outils existent, il suffit de s'en servir. D'ailleurs, si les organisations politiques dont nous parlions à l'instant échappent au feu nourri de vos critiques, c'est parce qu'elles ont une supériorité évidente sur les autres groupes : elles ont justement une ligne politique. C'est-à-dire qu'elles se servent de ces outils conceptuels que vous voulez, vous, redéfinir. Or, si vous lisez <u>Partisan</u>, par exemple, vous verrez que nous (ce nous vous inclut-il ?) avons beaucoup d'idées en commun, mais un handicap qu'il conviendrait d'analyser : l'absence de ligne. Votre incapacité à formuler une véritable critique plutôt qu'un simple constat/inventaire résulte, selon nous, de cette absence de ligne. C'est bien par là qu'il faut commencer : nous ne pourrons sortir de notre impuissance qu'en nous accordant sur quelques principes de base. Ce n'est qu'à partir de cet accord que nous pourrons coordonner nos efforts et orienter nos coups contre le système.

Nous souscrivons entièrement à votre volonté d'engager la critique sur le terrain politique, à condition que cela ne débouche pas sur une "recomposition du paysage révolutionnaire français", mais sur une coordination de nos efforts à partir d'un programme. Et cette discussion, nous souhaitons la mener avec vous et avec les organisations. Car, malgré leurs limites actuelles, elles nous semblent mieux armées que les groupes parcellaires pour la coordination/confrontation des expériences, et pour la construction d'un mouvement révolutionnaire qui en finisse avec son actuelle misère.